

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 28 JUILLET 2022
D28072022/89**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Patrick BURAN, Pascale COLMET MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Liliane DUBOIS.

ETAIENT REPRESENTES :

Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)
Jean-Marie BERTET (pouvoir à Tony TRIJOULET)
Christine GRASS (pouvoir à Véronique CHAMBAUD)
Jean-Marie REVAILLER (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jacques BIDLUN, Jean-Luc PIQUEMAL, Karine FORGERON, Dominique DUBOURG, Valérie DA COSTA OLIVERA, Jean-Marie REVAILLER

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire
Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Patrick BURAN

**Objet : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : LANCEMENT DU TRAVAIL D'INVENTAIRE
DES ZAE SUR LE TERRITOIRE DE LA CdC.**

Rapporteur : Laurent PEYRONDET 1^{er} Vice-président,

Vote : UNANIMITE

Jean-Pierre DUBERNET revient en séance.

VU les statuts de la Communauté de Communes Médoc Atlantique et, notamment la compétence développement économique,

VU la LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L318-8-1 et L318-8-2,

CONSIDERANT la nécessité de réaliser un inventaire des zones d'activité économique sur le territoire de Médoc Atlantique

La « Loi Climat et Résilience » adoptée le 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforce la résilience face à ses effets, vise à accélérer la transition écologique de la société et ambitionne d'inscrire chaque territoire dans une trajectoire de sobriété foncière avec un objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050.

Parmi les dispositions de cette loi, on retrouve en matière d'urbanisme, l'obligation pour l'autorité compétente en matière de création, d'aménagement et de gestion des zones d'activité économique, d'établir un inventaire « exhaustif » des zones situées sur le territoire sur lequel elle exerce cette compétence. La Communauté de communes Médoc Atlantique se doit donc d'établir un inventaire de ces zones.

Cet inventaire devra être engagé dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, soit le 22 août 2022 au plus tard. Il devra être finalisé dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, soit le 22 août 2023 et être transmis aux autorités compétentes en matière d'aménagement.

Envoyé en préfecture le 03/08/2022
Reçu en préfecture le 03/08/2022
Affiché le 03/08/2022
ID : 033-200070720-20220728-D2807202289-DE

Dans ce cadre, l'article L.318-8-1 du code de l'urbanisme précise la définition d'une zone d'activités :

« Sont considérées comme des zones d'activité économique, au sens de la présente section, les zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire mentionnées aux articles L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales. »

L'article L. 318-8-2 du code de l'urbanisme présente quant à lui les éléments obligatoires que devra contenir cet inventaire :

1. « Un état parcellaire des unités foncières composant la zone d'activité économique, comportant la surface de chaque unité foncière et l'identification du propriétaire ;
2. L'identification des occupants de la zone d'activité économique ;
3. Le taux de vacance de la zone d'activité économique, calculé en rapportant le nombre total d'unités foncières de la zone d'activité au nombre d'unités foncières qui ne sont plus affectées à une activité assujettie à la cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1447 du code général des impôts depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restées inoccupées au cours de la même période. »

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire

- D'approuver le lancement de l'élaboration de cet inventaire comprenant, pour chaque zone d'activité économique du territoire ;
- Un état parcellaire des unités foncières la composant, la surface de chaque unité foncière ainsi que l'identification de son propriétaire ;
- L'identification des occupants / entreprises occupant ces unités foncières ;
- Le taux de vacance observé sur la zone.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRES en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 21 juillet 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,

DÉCIDE :

- D'approuver le lancement de l'élaboration de cet inventaire comprenant, pour chaque zone d'activité économique du territoire ;
- Un état parcellaire des unités foncières la composant, la surface de chaque unité foncière ainsi que l'identification de son propriétaire ;
- L'identification des occupants / entreprises occupant ces unités foncières ;
- Le taux de vacance observé sur la zone.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 32

Vote : Pour : 32 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 28 JUILLET 2022



LE PRESIDENT,

Xavier PINTAT

Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement